



Travail, origine sociale, chance ? Explorer les opinions sur ce qui compte le plus pour réussir dans la vie

Novembre 2023

- Les nouvelles données recueillies dans 27 pays de l'OCDE permettent de comprendre la façon dont les individus envisagent l'égalité des chances et les facteurs qu'ils jugent importants pour réussir dans la vie.
- En moyenne, deux répondants sur trois estiment qu'il faudrait faire plus ou beaucoup plus pour promouvoir l'égalité des chances.
- En majorité (60 % en moyenne), les répondants considèrent que le fait de travailler dur influe de manière cruciale ou très importante sur la situation sociale. Toutefois, seul un cinquième d'entre eux estime qu'il s'agit de l'unique déterminant de la réussite, tandis que, pour la plupart, d'autres facteurs sont tout aussi importants, sinon plus, pour réussir dans la vie.
- Les facteurs socioéconomiques, comme le fait d'être né dans le pays où l'on vit ou d'avoir des parents instruits, sont considérés comme essentiels à la réussite par 43 % des répondants. De même, les caractéristiques individuelles, comme l'origine ethnique, le sexe ou la religion, influent de manière cruciale ou très importante sur la réussite pour un répondant sur quatre.
- Les facteurs qui ne sont pas du ressort des individus sont considérés comme jouant un rôle plus important dans les mauvais résultats que dans les bons. Parmi les répondants, 80 % estiment qu'un faible niveau de revenu est le résultat, du moins en partie, d'un manque de chance, tandis que 67 % seulement pensent que les hauts revenus sont dus à la chance.
- La conviction que le travail est important pour réussir est plus répandue dans les sociétés plus inégalitaires et moins mobiles car ceux qui valorisent le travail par rapport à d'autres facteurs sont plus susceptibles d'accepter les disparités de revenus comme des récompenses aux efforts consentis.
- Les répondants qui sont convaincus que leur situation s'améliorera dans un avenir proche sont plus susceptibles de considérer le travail comme un facteur de réussite et minimisent les effets d'autres facteurs. À l'inverse, ceux qui sont favorables à une plus grande redistribution des riches vers les pauvres accordent généralement plus d'importance aux facteurs individuels et contextuels qui ne sont pas du ressort des individus.

- Les points de vue sur les déterminants de la mobilité sociale sont aussi influencés par les caractéristiques individuelles et personnelles. Par exemple, les personnes issues d'une minorité ont tendance à accorder plus d'importance aux caractéristiques individuelles et aux facteurs socio-économiques. L'âge joue également un rôle, les personnes plus âgées donnant la priorité au travail et les jeunes générations aux caractéristiques socio-économiques.

Face au manque de mobilité sociale, des mesures s'imposent pour favoriser l'égalité des chances

La promotion de la mobilité sociale et de l'égalité des chances reste un défi majeur pour les pays de l'OCDE. L'inégalité des chances entre les enfants et les adultes issus de différents milieux socioéconomiques est saisissante (OCDE, 2019^[1]). D'après les travaux de l'OCDE, dans l'ensemble des pays européens de l'OCDE, les handicaps socioéconomiques dans l'enfance se traduisent par des revenus moindres à l'âge adulte, les enfants les plus défavorisés gagnant plus tard jusqu'à 20 % de moins que ceux ayant grandi dans des conditions plus favorables (Clarke et al., 2022^[2]). **Les chocs économiques récents ont mis en lumière, et souvent amplifié, l'inégalité des chances entre différents pans de notre société.** Pendant la pandémie de COVID-19, les élèves défavorisés ont davantage pâti de la fermeture des établissements scolaires et ont eu plus de mal à passer aux cours en ligne (OCDE, 2021^[3]). Les habitants des zones rurales, s'ils ont initialement été moins touchés par la pandémie, ont fait face à des difficultés qui se sont par la suite accumulées, du fait d'un accès limité aux soins de santé, aux établissements scolaires et aux services d'internet à haut débit (OECD, 2021^[4]).

Alors que les économies de l'OCDE sortaient de la crise du COVID-19, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a renforcé l'incertitude économique et fait pression sur le niveau de vie des ménages. La flambée des prix de l'énergie et de l'alimentation a provoqué une crise du coût de la vie dont les effets touchent le plus durement les ménages les plus vulnérables (Caisl et al., 2023^[5] ; OECD, 2023^[6]). Mais la forte inflation a des répercussions bien au-delà des seuls ménages à faible revenu, la hausse du coût des prêts hypothécaires, par exemple, pesant davantage sur les propriétaires de la classe moyenne. À moyen et à plus long terme, la forte inflation risque bel et bien de compromettre l'égalité des chances et de porter un coup à la promotion sociale en réduisant la capacité des ménages à revenu faible et intermédiaire à investir dans l'avenir de leurs enfants (APA, 2022^[7] ; Citroner, 2022^[8]). **En outre, diverses mégatendances, comme la transformation numérique et l'automatisation, le changement démographique et la transition écologique, influent sur la répartition des chances entre les individus et les territoires** (OECD, 2021^[9]).

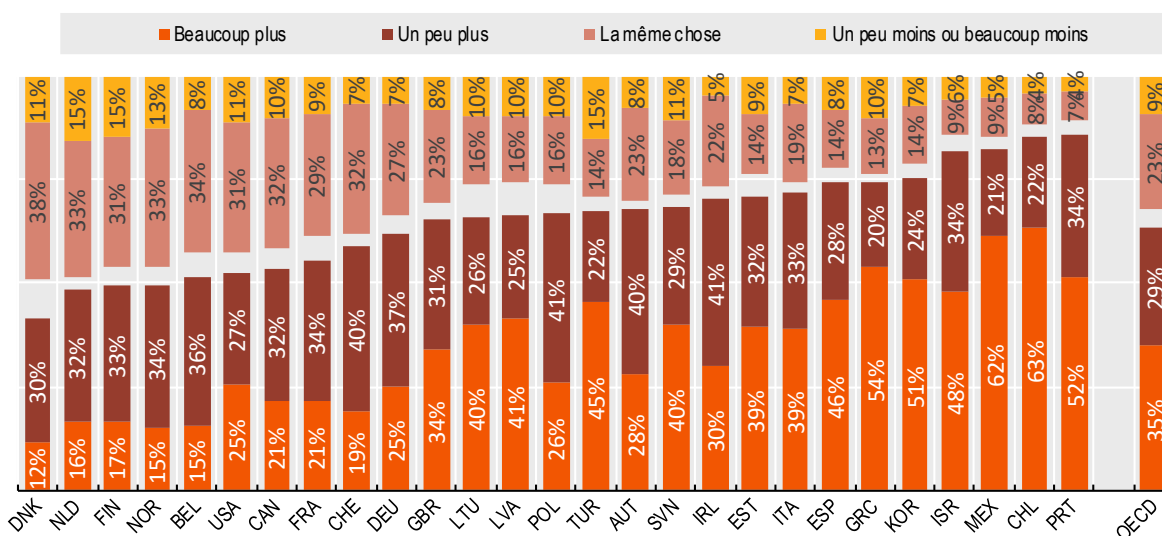
Dans ce contexte, le sentiment prévaut parmi les habitants des pays de l'OCDE que les perspectives d'ascension sociale sont minces. À propos de leur situation actuelle, près de 65 % des individus en âge de travailler dans les pays de l'OCDE s'inquiètent de jouir d'une moins bonne sécurité financière que leurs parents, et ils sont presque autant à redouter que leurs enfants aient un niveau de vie comparativement moins élevé (OECD, 2021^[10]). Considérant la société dans son ensemble, en moyenne, les individus estiment que six enfants pauvres sur dix resteront pauvres à l'âge adulte (Balestra et Ciani, 2022^[11]). Les convictions des individus sont importantes, c'est pourquoi il est utile de comprendre la complexité avec laquelle elles influent sur leur perception de la société, sur leur attitude vis-à-vis d'autrui et sur leurs préférences en matière d'action publique. D'une part, le fait de croire en la mobilité sociale peut venir renforcer le contrat social, notamment en atténuant les effets négatifs que la perte supposée de statut peut avoir sur le bien-être subjectif des individus et sur la cohésion de la société dans son ensemble, sous l'effet d'une polarisation accrue entre les groupes. D'autre part, la conviction ferme que le mérite détermine la réussite peut aussi contribuer à réduire le soutien du public aux politiques conçues pour offrir

de meilleures perspectives aux populations vulnérables et réduire les inégalités. Comprendre la façon dont les individus envisagent la mobilité sociale est par conséquent essentiel pour concevoir et mettre en œuvre une panoplie de mesures qui s'attaquent aux disparités structurelles et au manque généralisé de perspectives tout en recueillant un large soutien du public. Communiquer à grande échelle sur les perceptions et les convictions des individus en matière de mobilité sociale et d'égalité des chances peut aussi faciliter les points de rencontre dans le débat national quant aux actions requises et aux acteurs responsables.

La perception d'un manque de mobilité sociale se traduit par une opinion largement favorable à l'égalité des chances et à la réussite de chacun dans des conditions équitables. Le module sur l'égalité des chances du cycle 2022 de l'enquête de l'OCDE « Des risques qui comptent » (voir l'Encadré 2, à la fin de la présente note, pour plus d'informations), élaboré avec le soutien d'Amundi, montre que, pour une grande majorité des individus en âge de travailler (18-64 ans) des 27 pays de l'OCDE participant à l'enquête, il faut faire un peu plus ou beaucoup plus pour promouvoir l'égalité des chances pour tous. En moyenne, deux répondants sur trois demandent d'intensifier les efforts dans ce sens, les niveaux de soutien étant très différents selon les pays et allant de moins de 50 % au Danemark, aux Pays-Bas, en Finlande et en Norvège, à 80 % ou plus en Israël, au Mexique, au Chili et au Portugal (Graphique 1).

Graphique 1. En moyenne, près de deux personnes interrogées sur trois pensent qu'il faudrait faire davantage pour promouvoir l'égalité des chances pour tous

Répartition des réponses à la question « Dans quelle mesure faut-il en faire plus (ou moins) pour garantir à tous les mêmes chances de réussite ? », par pays, 2022



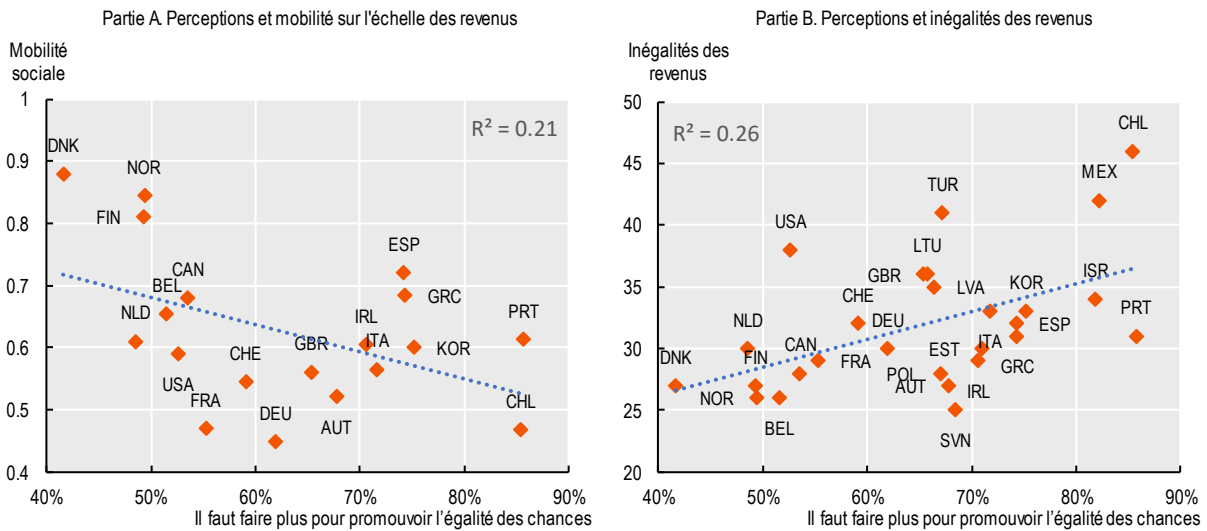
Note : L'espace vide correspond au pourcentage de personnes interrogées ayant choisi la réponse : « ne se prononce pas ». Les pays sont classés par ordre croissant de la part cumulée des répondants ayant déclaré qu'il faut faire un peu plus ou beaucoup plus pour offrir des chances égales à tous dans la vie. Les données du module sur l'égalité des chances portent sur les répondants âgés de 18 à 64 ans. La moyenne OCDE correspond à la moyenne pondérée des 27 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles.

Source : module sur l'égalité des chances du cycle 2022 de l'enquête de l'OCDE « Des risques qui comptent », <https://www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm>.

Au niveau des pays, l'opinion favorable à l'amélioration de l'égalité des chances est généralement moindre lorsque les inégalités sont plus marquées (OCDE, 2022^[12]). Le consensus est plus large dans les pays où la mobilité sociale est limitée (Graphique 2, Partie A) et où les inégalités de revenus sont comparativement plus fortes (Graphique 2, Partie B). La situation n'est toutefois pas toujours aussi nette.

Par exemple, aux États-Unis, où, selon les indicateurs habituels, la mobilité sociale est modérée et les inégalités de revenu importantes, la moitié seulement des répondants est favorable à la mise en œuvre de mesures complémentaires en faveur de l'égalité des chances. À l'inverse, malgré de faibles inégalités de revenu, environ 70 % des personnes interrogées en Slovénie estiment qu'il faudrait faire davantage pour créer des conditions équitables pour tous. Les fortes disparités entre les pays en termes, d'une part, d'inégalités et de mobilité sociale, et, d'autre part, d'opinion favorable à l'amélioration de l'égalité des chances, sont dues à l'interaction de divers facteurs additionnels, notamment l'influence des convictions des individus quant au caractère légitime ou non des inégalités et aux circonstances dans lesquelles elles peuvent l'être. Par exemple, des travaux de plus en plus nombreux mettent en évidence que les opinions sur la méritocratie, c'est-à-dire que le mérite détermine la réussite, pourraient amener les individus à légitimer les disparités existantes (OCDE, 2022^[12]).

Graphique 2. L'opinion est plus largement favorable à l'amélioration de l'égalité des chances dans les pays inégalitaires offrant peu de perspectives de mobilité sociale



Note : la question posée était la suivante : « Dans quelle mesure faut-il en faire plus (ou moins) pour garantir à tous les mêmes chances de réussite ? ». La mobilité sociale est mesurée de manière approchée en soustrayant à 1 l'élasticité intergénérationnelle des revenus entre pères et fils, et l'inégalité des revenus est mesurée par le coefficient de Gini appliqué au revenu disponible.

Source : module sur l'égalité des chances du cycle 2022 de l'enquête de l'OCDE « Des risques qui comptent », <https://www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm> ; Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=67ea9f66-2db6-4537-9a51-5c2733dfc398&themetreeid=21> ; et OCDE (2019^[11]), *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*, <https://doi.org/10.1787/bc38f798-fr>.

Pour la plupart des individus, réussir dans la vie dépend d'une combinaison de facteurs, qui échappent en grande partie à leur contrôle

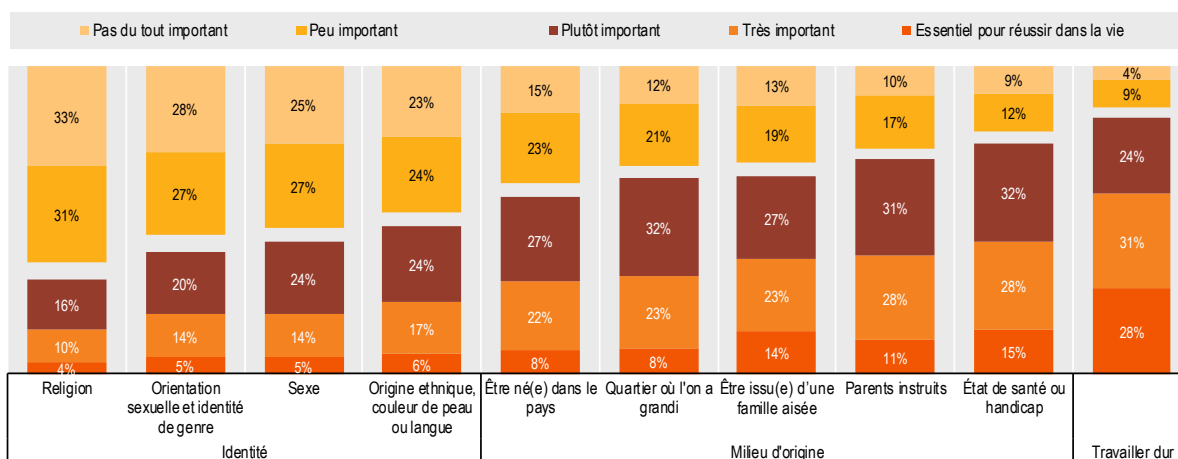
Le module sur l'égalité des chances a interrogé les répondants sur ce qui compte le plus pour réussir dans la vie, parmi divers facteurs, notamment l'origine socioéconomique et les « dotations » (c'est-à-dire le fait d'être issu d'une famille aisée, d'avoir des parents instruits ou d'être né dans le pays où l'on vit ; le quartier, la ville ou le territoire où l'on a grandi ; et l'état de santé ou le handicap) ; les caractéristiques individuelles (c'est-à-dire l'origine ethnique, la couleur de la peau ou la langue, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle et l'identité de genre) ; ainsi que le fait de travailler dur.

Si, pour la majorité des répondants, travailler dur est essentiel pour réussir dans la vie, seule une faible proportion pense qu'il s'agit de l'unique facteur de réussite. En moyenne, environ 60 % des

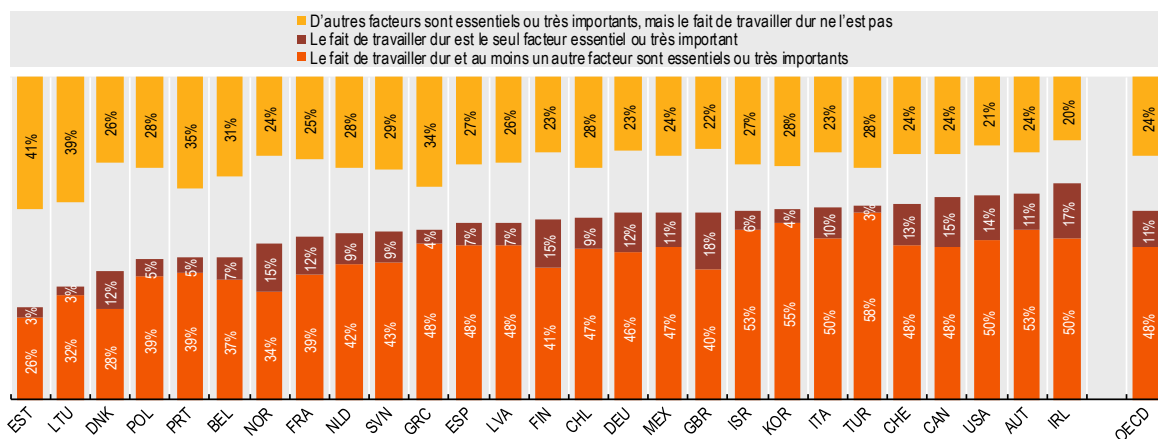
personnes interrogées estiment que travailler dur est essentiel ou très important pour déterminer les chances de réussite dans la vie (Graphique 3, Partie A). En outre, parmi elles, seul un cinquième (11 % des répondants) considère qu'il s'agit de l'unique facteur de réussite (Graphique 3, Partie B). Il n'en reste pas moins que, dans certains contextes, comme dans les pays anglophones et les pays nordiques, ce taux est plus élevé, atteignant près de 20 % au Royaume-Uni.

Graphique 3. La conviction est forte que le seul fait de travailler dur ne suffit pas pour réussir dans la vie

Partie A. Réponses à la question : "Dans votre pays aujourd'hui, quelle est à votre avis l'importance de chacun des facteurs suivants pour réussir dans la vie ?", OCDE 27, 2022



Partie B. Répartition par groupe des réponses à la question : "Dans votre pays aujourd'hui, quelle est à votre avis l'importance de chacun des facteurs suivants pour réussir dans la vie ?", par pays, 2022



Note : dans la Partie A, l'espace vide correspond au pourcentage de personnes interrogées ayant choisi la réponse : « ne se prononce pas ». Dans la Partie B, l'espace vide correspond au pourcentage de personnes interrogées qui n'ont choisi aucun des facteurs présentés dans la partie A comme étant essentiels ou très importants pour réussir dans la vie. Les données du module sur l'égalité des chances portent sur les répondants âgés de 18 à 64 ans. La moyenne OCDE correspond à la moyenne pondérée des 27 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. Partie B : les pays sont classés par ordre croissant de la part cumulée des répondants qui ont déclaré que le fait de travailler dur est très important ou essentiel.

Source : module sur l'égalité des chances du cycle 2022 de l'enquête de l'OCDE « Des risques qui comptent », <https://www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm>.

En moyenne, pour une grande partie des répondants, les facteurs qui ne sont pas du ressort des individus influent de manière aussi importante (48 %), voire plus importante (24 %), sur les chances de réussite que le fait de travailler dur. Cette conviction concorde avec certains éléments qui prouvent l'existence d'un lien étroit entre la mobilité sociale et le milieu socioéconomique ou les caractéristiques individuelles. Par exemple, la partie A du Graphique 3 montre que, dans les pays couverts par l'enquête, plus des deux personnes interrogées sur cinq estiment que l'état de santé ou le fait d'être valide est essentiel ou très important pour réussir dans la vie (voir l'Encadré 1 pour plus de détails par pays). Ces perceptions reflètent les écarts observés dans les domaines de l'éducation, du revenu et de l'emploi, les personnes handicapées étant plus susceptibles de quitter prématurément le système scolaire et ayant 40 % de chances en moins que les personnes valides d'occuper un emploi (OCDE, 2022^[13]). Certains facteurs socioéconomiques, comme le fait d'être issu d'une famille aisée ou d'avoir des parents instruits, sont considérés par plus d'un répondant sur trois comme étant déterminants pour la mobilité ascendante (Graphique 3, Partie A). Comme pour le handicap, cette conviction concorde avec les nombreuses données qui montrent que l'inégalité des conditions au début de la vie a des effets durables sur divers résultats en termes de bien-être à l'âge adulte (Bowles et Gintis, 2002^[14] ; D'Addio, 2007^[15] ; Causa et Johansson, 2009^[16] ; Corak, 2013^[17] ; OCDE, 2019^[11]). Par exemple, dans l'OCDE, les enfants dont les parents sont diplômés de l'enseignement supérieur sont plus susceptibles (+45 points de pourcentage) de décrocher un diplôme universitaire que ceux dont les parents n'ont pas achevé leurs études secondaires (Balestra et Ciani, 2022^[11]). Cet écart, malgré la forte progression du niveau d'études des générations plus jeunes, perdure au fil des décennies (OCDE, 2018^[18]). La qualité du lieu de vie pendant l'enfance joue aussi un rôle essentiel, les ménages modestes vivant souvent dans des quartiers plus exposés à la pollution et au bruit ou qui affichant des taux plus élevés de criminalité (Clarke et Thévenon, 2022^[19]). Ainsi, 30 % des répondants, en moyenne, indiquent que le quartier dans lequel on grandit est essentiel ou très important pour déterminer ses chances de réussite plus tard dans la vie (Graphique 3, Partie A).

Certains facteurs individuels et caractéristiques personnelles sont souvent un obstacle à la mobilité ascendante. Si l'égalité de genre progresse, les femmes continuent d'être moins bien loties que les hommes dans un certain nombre de domaines économiques et sociaux (OCDE, 2023^[20]). Les données disponibles mettent aussi en évidence des inégalités très répandues fondées sur l'origine ethnique et la couleur de peau (Holder, 2021^[21] ; Deroncourt et al., 2022^[22]), ainsi que sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (OCDE, 2019^[23] ; 2020^[24]). **Une part non négligeable des répondants (entre 14 % et 23 %) estiment que les caractéristiques individuelles que l'on ne peut maîtriser ont une influence cruciale ou très importante sur les perspectives de progression sur l'échelle des revenus.** Si les pays de l'OCDE affichent de manière générale un profil commun s'agissant de l'importance des facteurs contextuels et des caractéristiques individuelles pour expliquer les résultats des individus, on observe aussi des divergences entre les pays (Encadré 1).

Encadré 1. Perception différente de l'importance de l'origine et des caractéristiques individuelles selon les pays

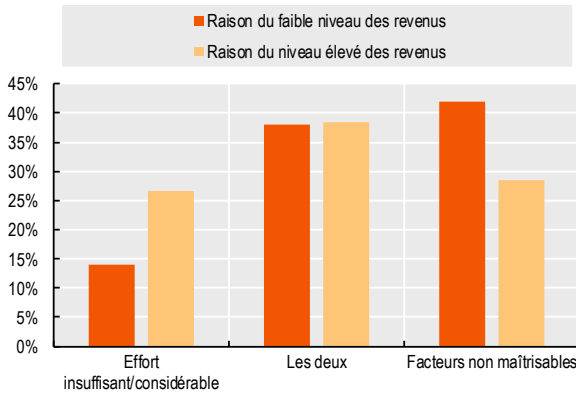
Les convictions en matière de mobilité sociale varient selon les pays :

- L'état de santé est considéré comme étant un facteur essentiel ou très important de mobilité sociale par 40 % à 50 % des répondants dans la plupart des pays. Toutefois, cette proportion tombe à environ un tiers dans les pays nordiques et au Royaume-Uni, tandis qu'elle s'élève à près des deux tiers en Grèce et en Corée.
- Dans la plupart des pays, une part non négligeable des personnes interrogées (entre 20 % et 40 % des participants à l'enquête) estime que d'autres facteurs contextuels sont essentiels pour réussir dans la vie. Toutefois, le consensus est généralement plus faible dans les pays nordiques (Danemark, Norvège et, dans une certaine mesure, Finlande), et plus fort en Corée, en Grèce, en Israël, en Türkiye et, dans une certaine mesure, en Italie. En particulier, plus de la moitié des personnes interrogées en Corée et en Türkiye estiment que le milieu familial, c'est-à-dire le fait d'être issu d'une famille aisée ou d'avoir des parents instruits, est un facteur clé de réussite.
- Dans l'ensemble des 27 pays de l'OCDE couverts par l'enquête, les caractéristiques individuelles sont considérées comme moins importantes que d'autres facteurs. Parmi elle, l'origine ethnique, la couleur de peau ou la langue sont perçues comme les caractéristiques les plus importantes, sauf en Lituanie, en Grèce et en Türkiye où l'orientation sexuelle arrive en premier. D'autres facteurs comme la religion, le genre et l'orientation sexuelle sont généralement considérés comme essentiels ou très importants par moins d'un répondant sur cinq. Les seules exceptions sont Israël (dans le cas de la religion), les États-Unis (pour le genre et l'orientation sexuelle), ainsi que la Grèce et la Türkiye (pour les trois facteurs), où les taux dépassent 20 %.

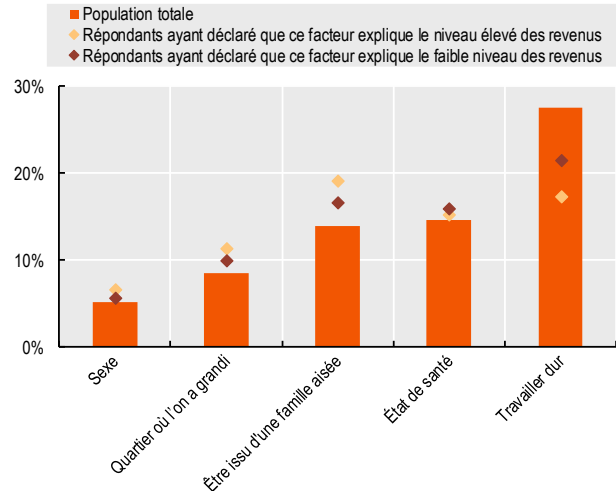
Un grand nombre de répondants estiment que le manque de chance a une influence déterminante sur les mauvais résultats, mais ils sont moins nombreux à penser que la réussite dépend uniquement d'un travail acharné. En moyenne, plus des deux répondants sur cinq (42 %) estiment qu'un faible niveau de revenu s'explique principalement par un manque de chance, alors que seul un répondant sur sept est convaincu qu'il est le résultat d'efforts insuffisants. En revanche, plus d'un quart des répondants (27 %) estiment que les revenus élevés sont le plus souvent le fruit d'un travail acharné. Près de 40 % des répondants indiquent en outre que les revenus, qu'ils soient faibles ou élevés, sont le résultat à la fois des efforts fournis et de circonstances extérieures (Graphique 4, Partie A). Les répondants qui attribuent essentiellement les résultats faibles comme les résultats élevés à des facteurs que les individus ne maîtrisent pas sont moins susceptibles que le répondant moyen d'affirmer qu'il est essentiel de travailler dur pour réussir dans la vie, et plus susceptibles de souligner l'importance de l'origine socioéconomique, comme le milieu familial et les facteurs environnementaux. Dans le cas des faibles revenus, une plus grande importance est aussi accordée à l'impact de l'état de santé (Graphique 4, Partie B).

Graphique 4. En moyenne, deux personnes interrogées sur cinq estiment qu'un faible niveau de revenu est essentiellement dû à des facteurs qui ne sont pas du ressort des individus, comme le fait de venir d'un milieu modeste

Partie A. Raisons du niveau faible/élevé des revenus, répartition des réponses, OCDE 27, 2022



Partie B. Importance des facteurs sélectionnés pour réussir dans la vie pour l'ensemble de la population et parmi les répondants ayant déclaré que le revenu d'une personne est élevé/faible principalement en raison de facteurs qui ne sont pas de son ressort, moyenne OCDE 27, 2022



Note : Partie A : les questions posées étaient les suivantes : « D'après vous, si dans votre pays une personne d'âge actif perçoit de faibles revenus, à quoi cela est dû le plus souvent ? », avec comme réponses possibles : « manque d'effort », « circonstances non maîtrisables », « les deux » et « ne se prononce pas » ; et « À votre avis, si dans votre pays une personne d'âge actif perçoit des revenus élevés, à quoi cela est dû le plus souvent ? », avec comme réponses possibles : « effort important », « circonstances non maîtrisables », « les deux » et « ne se prononce pas ». Partie B : La question posée était la suivante : « Selon vous, dans votre pays, quelle est l'importance de chacun des facteurs suivants pour réussir dans la vie ? ». Parmi les facteurs considérés figurent l'origine ethnique, la couleur de peau, la langue, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, le fait de venir d'une famille aisée, le fait d'avoir des parents instruits, le fait d'être né dans le pays où l'on vit, le quartier, la ville ou le territoire où l'on a grandi, l'état de santé ou le handicap, et le fait de travailler dur. Pour chaque facteur, les personnes interrogées pouvaient choisir entre les réponses suivantes : « essentiel pour réussir dans la vie », « très important », « plutôt important », « peu important », « pas important du tout pour réussir dans la vie » et « ne se prononce pas ». Les différents facteurs ont été classés de façon aléatoire pour l'ensemble des répondants. Pour chaque facteur, les barres représentent la part des répondants qui ont choisi « essentiel pour réussir dans la vie ». Les données du module sur l'égalité des chances portent sur les répondants âgés de 18 à 64 ans. La moyenne de l'OCDE est pondérée par la population.

Source : module sur l'égalité des chances du cycle 2022 de l'enquête de l'OCDE « Des risques qui comptent », <https://www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm>.

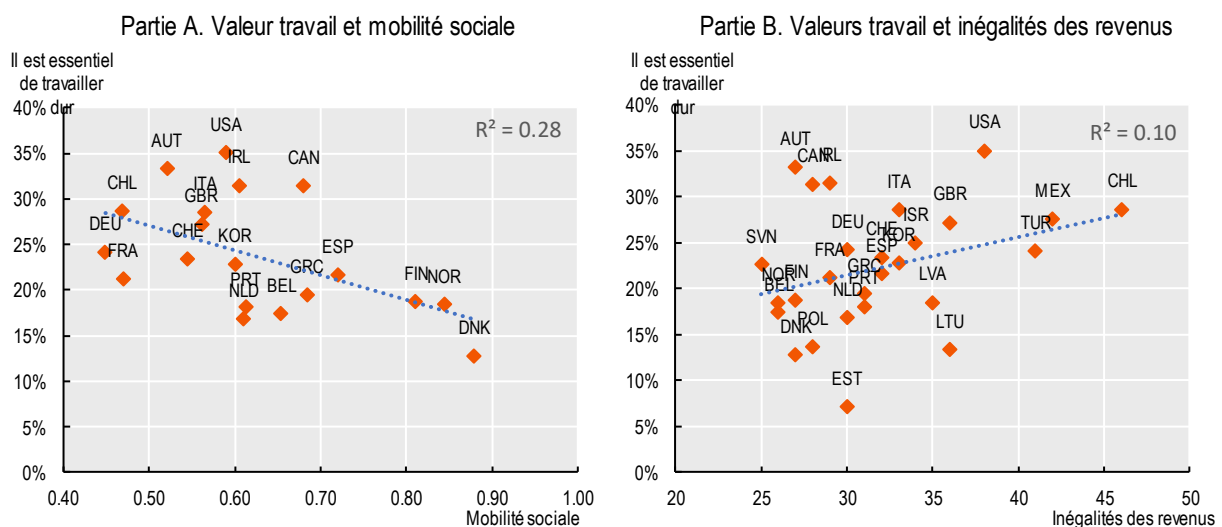
Les idées méritocratiques sont plus répandues dans les pays très inégaux offrant peu de perspectives de mobilité sociale

Dans les pays très inégaux où la mobilité sociale est faible, une part accrue de répondants considère que travailler dur est essentiel pour réussir dans la vie (Graphique 5, Parties A et B), un résultat qui se vérifie lorsqu'on utilise d'autres indicateurs de la distribution des revenus, à la fois objectifs et subjectifs, et même après prise en compte des caractéristiques socioéconomiques individuelles. Ces résultats sont cohérents avec les précédentes analyses de l'OCDE (2022^[12]), qui ont examiné comment l'importance perçue du travail acharné pour réussir dans la vie, et sa progression entre le début des années 90 et la crise financière mondiale, peuvent expliquer en partie la tolérance des individus à l'égard du creusement des inégalités. D'après un nombre croissant de travaux de recherche, les individus qui estiment que travailler dur est plus important pour réussir dans la vie que la chance ou d'autres facteurs qui ne sont pas de leur ressort sont plus enclins à tolérer des inégalités de revenu au motif que leurs efforts sont récompensés (Alesina et Giuliano, 2011^[25] ; Piketty, 1995^[26]). Les idées méritocratiques risquent de

légitimer des sociétés très compétitives dans lesquelles une élite récolte la plupart des bénéfices et garantit l'avenir de ses enfants par le biais de l'enseignement privé, de réseaux d'influence et de perspectives économiques, tandis que la promotion sociale devient hors de portée pour des pans entiers de la population. (Sandel, 2020^[27] ; Markovits, 2019^[28]).

D'autre part, les données issues du module sur l'égalité des chances montrent aussi que **dans les pays où le marché du travail est tendu**, c'est-à-dire où l'insécurité sur le marché du travail et le chômage de longue durée sont faibles, ou dans lesquels le risque perçu de perte d'emploi est moins préoccupant, **la croyance selon laquelle le mérite détermine la réussite est plus répandue**, étant donné que les individus peuvent anticiper de meilleurs débouchés professionnels et jouir de perspectives de mobilité ascendante (comme on le verra plus loin).

Graphique 5. La croyance selon laquelle travailler dur détermine la réussite est plus répandue dans les sociétés inégalitaires où la mobilité est faible



Note : La question posée était la suivante : « Selon vous, dans votre pays, quelle est l'importance de chacun des facteurs suivants dans la réussite d'un individu ? ». Parmi les facteurs considérés figurent l'origine ethnique, la couleur de peau, la langue, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, le fait de venir d'une famille aisée, le fait d'avoir des parents instruits, le fait d'être né dans le pays où l'on vit, le quartier, la ville ou le territoire où l'on a grandi, l'état de santé ou le handicap, et le fait de travailler dur. Pour chaque facteur, les personnes interrogées pouvaient choisir entre les réponses suivantes : « essentiel pour réussir dans la vie », « très important », « plutôt important », « peu important », « pas important du tout pour réussir dans la vie » et « ne se prononce pas ». Les différents facteurs ont été classés de façon aléatoire pour l'ensemble des répondants. La mobilité sociale est mesurée de manière approchée en soustrayant à 1 à l'élasticité intergénérationnelle des revenus entre pères et fils et les inégalités de revenu sont mesurées par le coefficient de Gini appliqué au revenu disponible.

Source : module sur l'égalité des chances du cycle 2022 de l'enquête de l'OCDE « Des risques qui comptent », <https://www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm> ; Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=67ea9f66-2db6-4537-9a51-5c2733dfc398&themetreeid=21> ; et OCDE (2019^[11]), *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*, <https://doi.org/10.1787/bc38f798-fr>.

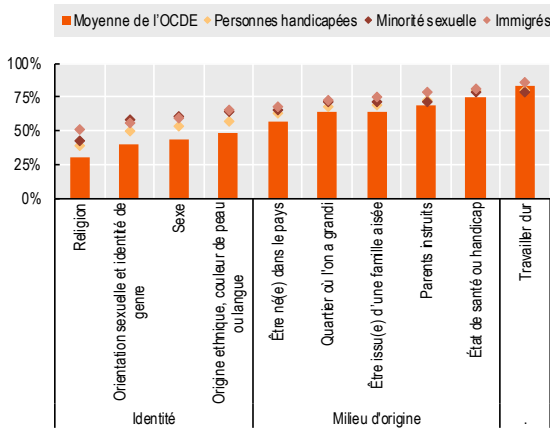
L'âge, le fait d'appartenir à une minorité et les perspectives de mobilité ascendante sont autant de facteurs qui déterminent les éléments jugés les plus importants pour réussir dans la vie

Les caractéristiques individuelles influencent la façon dont les individus perçoivent les facteurs de mobilité sociale. Les répondants qui déclarent faire partie d'une minorité accordent généralement plus de valeur aux facteurs sur lesquels on ne peut agir. Par exemple, les répondants issus de l'immigration sont près de 70 % plus susceptibles de déclarer que la religion est un facteur important de réussite, tandis

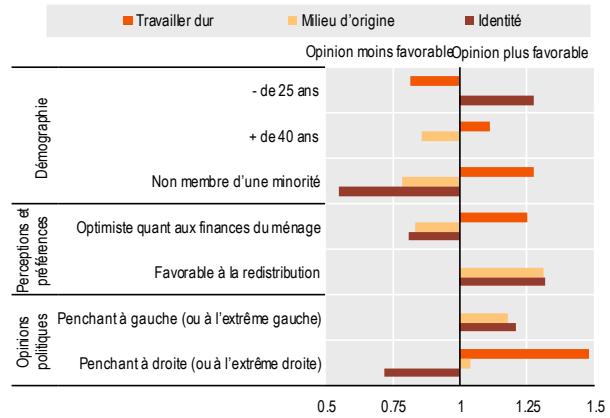
que ceux appartenant à une minorité sexuelle sont 50 % plus susceptibles de considérer l'orientation sexuelle comme un facteur essentiel. Toutefois, cela ne veut pas dire de façon automatique que les personnes issues de minorités considèrent le travail comme un facteur moins important. Si les groupes minoritaires sont, de manière générale, légèrement moins susceptibles de considérer le travail comme un facteur essentiel de réussite, les immigrés sont plus enclins que le répondant moyen à penser que travailler dur porte ses fruits (Graphique 6, Partie A). Ces résultats pourraient indiquer que, si les immigrés reconnaissent l'existence d'obstacles systémiques à leur promotion sociale, ils continuent de croire en une économie fondée sur le mérite, dans laquelle leurs efforts seront récompensés.

Graphique 6. Les répondants jeunes et ceux qui appartiennent à une minorité sont plus susceptibles de penser que les caractéristiques individuelles influent de manière déterminante sur les chances de réussite, tandis que les répondants plus âgés et ceux qui jouissent de perspectives d'ascension sociale donnent la priorité à l'effort

Partie A. Part de répondants ayant déclaré que les facteurs suivants sont essentiels ou très importants pour réussir dans la vie, population totale et groupes minoritaires sélectionnés, OCDE 27, 2022



Partie B. Influence des caractéristiques individuelles sélectionnées sur les facteurs jugés essentiels ou très importants pour réussir dans la vie, OCDE 27, 2022



Note : La question posée était la suivante : « Selon vous, dans votre pays, quelle est l'importance de chacun des facteurs suivants pour réussir dans la vie ? ». Parmi les facteurs considérés figurent l'origine ethnique, la couleur de peau, la langue, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, le fait de venir d'une famille aisée, le fait d'avoir des parents instruits, le fait d'être né dans le pays où l'on vit, le quartier, la ville ou le territoire où l'on a grandi, l'état de santé ou le handicap, et le fait de travailler dur. Pour chaque facteur, les personnes interrogées pouvaient choisir entre les réponses suivantes : « essentiel pour réussir dans la vie », « très important », « plutôt important », « peu important », « pas important du tout pour réussir dans la vie » et « ne se prononce pas ». Les différents facteurs ont été classés de façon aléatoire pour l'ensemble des répondants. Partie A : L'appartenance à une minorité a fait l'objet d'une autodéclaration. La question posée était la suivante : « Considérez-vous appartenir à un groupe minoritaire sur la base de votre... », avec 10 réponses possibles parmi lesquelles « handicap », « orientation sexuelle ou identité de genre » et « origine étrangère ». Pour chaque facteur, les barres et les diamants représentent la part des personnes interrogées qui ont répondu « très important » ou « essentiel pour réussir dans la vie ». Partie B : la variable indicatrice « optimiste quant aux finances du ménage » est établie sur la base de la question suivante : « Dans cinq ans, pensez-vous que la situation financière de votre ménage sera meilleure, pire, ou la même qu'aujourd'hui ? ». La variable indicatrice « pro-redistribution » est établie sur la base de la question : « L'État devrait-il taxer les riches plus qu'il ne le fait actuellement afin d'aider les pauvres ? ». Les barres représentent les coefficients d'une régression logistique de l'importance perçue des différents facteurs de réussite sur les indicateurs socioéconomiques et les indicateurs de perception. La variable indicatrice pour évaluer les opinions politiques est établie sur la base de la question : « Si des élections nationales étaient organisées demain, pour quel parti voteriez-vous ? ». Les données du module sur l'égalité des chances portent sur les répondants âgés de 18 à 64 ans. La moyenne OCDE correspond à la moyenne pondérée des 27 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. Source : module sur l'égalité des chances du cycle 2022 de l'enquête de l'OCDE « Des risques qui comptent », <https://www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm>.

Une fois prises en compte d'autres caractéristiques individuelles, comme l'âge, la structure du ménage ou le revenu, l'analyse économétrique confirme les profils décrits ci-dessus et apporte des éclairages supplémentaires. Par exemple, par rapport au répondant moyen, les jeunes générations sont plus susceptibles de déclarer que les facteurs individuels ont une plus grande influence sur les chances de

réussite et que le travail est un facteur moins important. À l'inverse, les répondants plus âgés attachent, de manière générale, relativement plus d'importance au travail et relativement moins à l'origine socioéconomique (Graphique 6, Partie B). Cette divergence de points de vue peut s'expliquer chez les jeunes par un intérêt grandissant et une attitude de plus en plus ouverte à l'égard de la notion d'identité ; par exemple, les données du module sur l'égalité des chances indiquent que les jeunes générations sont nettement plus susceptibles de s'identifier à une minorité sexuelle ou ethnique que leurs aînés. En outre, il ressort de travaux menés dans ce domaine que la façon dont les individus perçoivent la mobilité sociale est influencée par leur propre trajectoire personnelle (Mijs et al., 2022^[29]). Par conséquent, l'importance moindre que les jeunes accordent au fait de travailler dur peut aussi être liée à leur expérience d'une mobilité sociale (naturellement) plus faible à un plus jeune âge. Il se peut aussi que l'écart entre les groupes d'âge témoigne d'une évolution des perspectives au fil du temps. Avec le recul de l'égalité des chances, les convictions de chaque génération peuvent refléter des réalités différentes.

La littérature continue d'examiner le rôle que joue le revenu dans l'évolution de l'opinion en matière de mobilité sociale. D'après certaines études, les individus estiment que travailler dur est un gage de réussite quelle que soit la position sociale : pour les hauts revenus, cette façon de penser vient valider leur situation favorable (par exemple, Bénabou et Tirole (2006^[30])), tandis que pour les bas salaires, elle offre la promesse d'une promotion sociale future (par exemple, Morris et al. (2022^[31])). Un autre axe de recherche postule plutôt que les classes sociales modestes seraient plus enclines à rejeter un discours axé sur l'effort individuel qui leur reproche leurs faibles résultats (par exemple, Roex, Huijts et Sieben (2019^[32])). Si les personnes à faible revenu qui ont répondu au module sur l'égalité des chances sont légèrement plus susceptibles de déclarer que travailler dur est un facteur important de réussite, les données disponibles ne permettent pas de conclure à un effet du revenu sur les croyances en matière de mobilité sociale dès lors que d'autres facteurs socioéconomiques sont pris en compte.

D'autres facteurs, comme les perspectives d'ascension sociale ou la façon d'envisager le rôle des pouvoirs publics dans la réduction des inégalités, déterminent la perception qu'ont les individus des déterminants de la mobilité sociale. Par rapport à la moyenne, les répondants qui sont convaincus qu'ils seront mieux lotis dans un avenir proche sont plus susceptibles de valoriser davantage le travail comme facteur de réussite et de minimiser l'importance d'autres facteurs. La perspective de progression sur l'échelle des revenus peut renforcer les points de vue « individualistes » sur les inégalités, qui attribuent la réussite future au mérite et aux capacités des individus. L'inverse est vrai pour les répondants qui sont favorables à une meilleure redistribution entre les riches et les pauvres et qui semblent accorder plus d'importance aux facteurs individuels et contextuels (Graphique 6, Partie B). Ces résultats sont conformes à ceux de précédentes études nationales. Par exemple, Alesina et Ferrara (2005^[33]) ont montré qu'aux États-Unis, les individus pour qui travail acharné et mérite déterminent la réussite sont généralement opposés aux politiques de redistribution. À l'inverse, ceux pour qui un accès limité à l'éducation ou une origine modeste sont autant d'obstacles à l'égalité des chances souscrivent généralement à l'idée de la redistribution pour favoriser la mobilité sociale.

Les facteurs considérés par les répondants comme essentiels pour réussir dans la vie reflètent aussi leurs opinions politiques. Les répondants qui expriment leur intention de vote pour un parti de droite (ou d'extrême droite) aux prochaines élections pensent généralement que travailler dur est plus important pour réussir dans la vie que les caractéristiques individuelles. En revanche, les répondants qui votent à gauche (ou à l'extrême gauche) sont plus susceptibles d'attribuer la réussite à des facteurs non maîtrisables.

La présente note a examiné comment les individus perçoivent l'importance du travail et d'autres facteurs qui ne sont pas de leur ressort pour réussir dans la vie. Une analyse complémentaire, publiée dans le cadre d'une série de synthèses consacrées au module sur l'égalité des chances, portera sur le rôle perçu des différents acteurs dans la réduction des inégalités économiques et sur le soutien du public aux mesures politiques concrètes et aux actions promues par le secteur privé pour réduire les inégalités et favoriser les opportunités.

Encadré 2. Module sur l'égalité des chances de l'enquête de l'OCDE « Des risques qui comptent »

L'enquête de l'OCDE « Des risques qui comptent » est une enquête internationale qui examine les perceptions des individus quant aux risques sociaux et économiques, leurs points de vue sur la façon dont les pouvoirs publics font face à ces risques, et leurs préférences en matière de protection sociale et d'intervention des pouvoirs publics à l'avenir. Depuis 2018, l'enquête est réalisée tous les deux ans (OECD, 2019^[34] ; 2021^[10]).

Les 27 pays de l'OCDE qui ont participé au cycle de 2022 sont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, Israël, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suisse et la Türkiye.

La plupart des questions de l'enquête ont été posées lors de cycles précédents, afin de rendre compte de l'évolution de l'opinion publique. D'autres questions sont posées dans des modules ad hoc qui peuvent être remplacés pour donner la priorité à des sujets d'actualité ou des questions nouvelles. Par exemple, le cycle de 2020 a interrogé les répondants sur leur vécu pendant la pandémie. En 2022, trois modules ad hoc ont été déployés sur la crise du coût de la vie (Frey et al., 2023^[35]), le changement climatique, ainsi que sur la mobilité sociale et l'égalité des chances.

Le module sur l'égalité des chances comporte quatre grands thèmes identifiés comme souffrant d'un manque d'informations comparables : *i*) l'importance relative de différentes dimensions des inégalités ; *ii*) les points de vue des individus sur les facteurs qui influencent l'égalité des chances ; *iii*) les points de vue des individus sur le rôle que jouent les différents acteurs dans la réduction des inégalités et sur le type de mesures et d'actions à privilégier ; et *iv*) la discrimination vécue et perçue et le soutien aux politiques favorables à l'inclusion. Les données tirées du module sur l'égalité des chances contribueront aussi au processus de collecte de données de [l'Observatoire de l'OCDE sur la mobilité sociale et l'égalité des chances](#) et à d'autres projets du Centre WISE (par exemple pour mesurer l'équité et la discrimination).

Le questionnaire du cycle 2022 de l'enquête a été élaboré par le Secrétariat de l'OCDE en collaboration avec les délégués et les parties prenantes des pays membres de l'OCDE qui ont participé à un atelier technique en avril 2022, avant d'être traduit dans les langues nationales. En concordance avec des travaux analogues, l'enquête est réalisée en ligne au moyen d'échantillons non aléatoires recrutés par internet et par téléphone. La réalisation de l'enquête a été confiée à Bilendi Ltd (anciennement Respondi Ltd). Les répondants sont rémunérés à hauteur d'une somme nominale de deux euros par enquête. L'échantillonnage est effectué au moyen de quotas, selon les critères suivants : sexe, tranche d'âge, niveau d'instruction, niveau de revenu et statut au regard de l'emploi (au dernier trimestre de 2019). Des pondérations sont utilisées pour corriger toute sous-représentation ou surreprésentation en fonction de ces cinq critères. L'échantillon cible et pondéré est d'environ 1 000 répondants par pays. L'enquête de 2022 a bénéficié d'un soutien financier par le biais de contributions volontaires des pays membres de l'OCDE participants et de la part du Secrétariat de l'OCDE, d'Amundi (qui a financé l'élaboration du module sur l'égalité des chances), du Kings College de Londres et de l'Université de Stavanger.

Pour en savoir plus

- Alesina, A. et P. Giuliano (2011), « Preferences for Redistribution », dans *Handbook of Social Economics*, Elsevier, <https://doi.org/10.1016/b978-0-444-53187-2.00004-8>. [25]
- Alesina, A. et E. La Ferrara (2005), « Preferences for redistribution in the land of opportunities », *Journal of Public Economics*, vol. 89/5-6, pp. 897-931, <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2004.05.009>. [33]
- APA (2022), *Americans Anxious Over Inflation; Almost Twice More Likely to Lean on Family and Friends Than Speak Openly About Feelings After a Traumatic Event*, American Psychiatric Association, <https://psychiatry.org/news-room/apa-public-opinion-polls>. [7]
- Balestra, C. et . Ciani (2022), « Current challenges to social mobility and equality of opportunity », *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, n° 10, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/a749ffbb-en>. [11]
- Bénabou, R. et J. Tirole (2006), « Belief in a Just World and Redistributive Politics », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 121/2, pp. 699-746, <https://doi.org/10.1162/QJEC.2006.121.2.699>. [30]
- Bowles, S. et H. Gintis (2002), « The Inheritance of Inequality », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 16/3, pp. 3-30, <https://doi.org/10.1257/089533002760278686>. [14]
- Caisl, J. et al. (2023), « The uneven impact of high inflation », *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, n° 18, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/59e2b8ae-en>. [5]
- Causa, O. et Å. Johansson (2009), « Intergenerational Social Mobility », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 707, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/223106258208>. [16]
- Citroner, G. (2022), *Nearly 90% of Americans Report Inflation-Related Anxiety, Poll Shows*, <https://www.healthline.com/health-news/nearly-90-percent-of-americans-report-inflation-related-anxiety> (consulté le 5 août 2022). [8]
- Clarke, C. et al. (2022), « The economic costs of childhood socio-economic disadvantage in European OECD countries », *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, n° 9, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/8c0c66b9-en>. [2]
- Clarke, C. et O. Thévenon (2022), « Starting unequal: How's life for disadvantaged children? », *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, n° 06, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/a0ec330c-en>. [19]
- Corak, M. (2013), « Income Inequality, Equality of Opportunity, and Intergenerational Mobility », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 27/3, pp. 79-102, <https://doi.org/10.1257/jep.27.3.79>. [17]
- D'Addio, A. (2007), « Intergenerational Transmission of Disadvantage: Mobility or Immobility Across Generations? », *Documents de travail de l'OCDE sur les questions sociales, l'emploi et les migrations*, n° 52, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/217730505550>. [15]
- Derenoncourt, E. et al. (2022), *Wealth of Two Nations: The U.S. Racial Wealth Gap, 1860-2020*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <https://doi.org/10.3386/w30101>. [22]

- Frey, V. et al. (2023), *Worries about affording essentials in a high-inflation environment*, OCDE, [35]
<https://www.oecd.org/els/soc/OECD2023-RTM2022-PolicyBrief-Inflation.pdf>.
- Holder, M. (2021), *Addressing the 'double gap' faced by Black women in the U.S. economy*, [21]
<https://equitablegrowth.org/african-american-men-and-the-u-s-labor-market-during-recessions-and-economic-recoveries/>.
- Markovits, D. (2019), *The Meritocracy Trap: How America's Foundational Myth Feeds Inequality, Dismantles the Middle Class, and Devours the Elite*, Penguin Press. [28]
- Mijs, J. et al. (2022), « Belief in Meritocracy Reexamined: Scrutinizing the Role of Subjective Social Mobility », *Social Psychology Quarterly*, vol. 85/2, pp. 131-141, [29]
<https://doi.org/10.1177/01902725211063818>.
- Morris, K. et al. (2022), « The paradox of local inequality: Meritocratic beliefs in unequal localities », *The British Journal of Sociology*, vol. 73/2, pp. 421-460, [31]
<https://doi.org/10.1111/1468-4446.12930>.
- OCDE (2023), *Joining Forces for Gender Equality: What is Holding us Back?*, Éditions OCDE, [20]
 Paris, <https://doi.org/10.1787/67d48024-en>.
- OCDE (2023), *Worries about affording essentials in a high-inflation environment*, [6]
<https://www.oecd.org/els/soc/OECD2023-RTM2022-PolicyBrief-Inflation.pdf>.
- OCDE (2022), *Disability, Work and Inclusion: Mainstreaming in All Policies and Practices*, [13]
 Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/1eaa5e9c-en>.
- OCDE (2022), *Les inégalités comptent-elles ? : Comment les gens perçoivent les disparités économiques et la mobilité sociale*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/0fa43215-fr>.
- OCDE (2021), *Main Findings from the 2020 Risks that Matter Survey*, Éditions OCDE, Paris, [10]
<https://doi.org/10.1787/b9e85cf5-en>.
- OCDE (2021), *OECD Regional Outlook 2021: Addressing COVID-19 and Moving to Net Zero Greenhouse Gas Emissions*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/17017efe-en>. [4]
- OCDE (2021), *Regards sur l'éducation 2021 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, [3]
<https://doi.org/10.1787/5077a968-fr>.
- OCDE (2020), *All Hands In? Making Diversity Work for All*, Éditions OCDE, Paris, [24]
<https://doi.org/10.1787/efb14583-en>.
- OCDE (2019), *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/bc38f798-fr>. [1]
- OCDE (2019), *Main Findings from the 2018 Risks that Matter Survey*, Éditions OCDE, Paris, [34]
<https://doi.org/10.1787/9266e48a-en>.
- OCDE (2019), *Panorama de la société 2019 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/e9e2e91e-fr>. [23]
- OCDE (2018), *Equity in Education: Breaking Down Barriers to Social Mobility*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264073234-en>. [18]

- OECD (2021), « The inequalities-environment nexus : Towards a people-centred green transition », *OECD Green Growth Papers*, n° 2021/01, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ca9d8479-en>. [9]
- Piketty, T. (1995), « Social Mobility and Redistributive Politics », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 110/3, pp. 551-584, <https://doi.org/10.2307/2946692>. [26]
- Roex, K., T. Huijts et I. Sieben (2019), « Attitudes towards income inequality: 'Winners' versus 'losers' of the perceived meritocracy », *Acta Sociologica (United Kingdom)*, vol. 62/1, pp. 47-63, https://doi.org/10.1177/0001699317748340/ASSET/IMAGES/LARGE/10.1177_0001699317748340-FIG4.JPEG. [32]
- Sandel, M. (2020), *The tyranny of merit: What's become of the common good?*, Penguin UK. [27]

Personnes à contacter

Pour de plus amples informations, merci de nous contacter à l'adresse : wellbeing@oecd.org

Centre de l'OCDE pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances (WISE)

<https://www.oecd.org/fr/wise/>

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Avec le soutien de :

Amundi
ASSET MANAGEMENT